

Memorial

des
Großherzogthums Luxemburg



MÉMORIAL

DU
Grand-Duché de Luxembourg.

Zweiter Theil.
Verschiedene Mittheilungen.

N^o 55.

SECONDE PARTIE.
PUBLICATIONS DIVERSES.

Samstag, 13. November 1875.

SAMEDI, 13 NOVEMBRE 1875.

Beschluß vom 4. November 1875, wodurch die Subside zu Gunsten der Schulen und Vereine für Gesang und Musik vertheilt werden.

Arrêté du 4 novembre 1875, portant répartition des subsides en faveur des écoles et sociétés de chant et de musique.

Der General-Director der Justiz;

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA JUSTICE ;

Nach Einsicht des Berichtes der durch Beschluß vom 29. Juni 1875 behufs Inspection der durch die Regierung unterstützten Gesang- und Musik-Vereine ernannten Commission;

Vu le rapport de la commission nommée par arrêté du 29 juin 1875 pour inspecter les écoles et sociétés de chant et de musique subsidiées par le Gouvernement ;

Nach Einsicht des Art. 167 des Ausgaben-Budgets von 1875 und des Königl.-Großherz. Beschlusses vom 21. December 1874, die Ausführung des Budgetgesetzes betreffend;

Vu l'art. 167 du budget des dépenses pour l'exercice 1875 et l'arrêté royal grand-ducal du 21 décembre 1874, réglant l'exécution de ce budget;

Nach Berathung der Regierung im Conseil;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Beschließt:

Arrête :

Art. 1. — Der Stadt Luxemburg ist ein Subsid von 4025 Franken zu Gunsten der städtischen Musikschule und der daselbst bestehenden Gesang- und Musikvereine bewilligt;

Art. 1^{er}. — Il est accordé :

1^o à la ville de Luxembourg un subside de fr. 4025 dans l'intérêt de ses école et sociétés de musique vocale et instrumentale ;

2^o Der Stadt Echternach ein Subsid von 400 Franken zu Gunsten der städtischen Musikschule und der daselbst bestehenden Gesang- und Musikvereine ;

2^o à la ville d'Echternach un subside de fr. 400 dans l'intérêt de ses école et sociétés de musique vocale et instrumentale ;

3^o Der Stadt Vianden ein Subsid von 500 Franken zu Gunsten der städtischen Musikschule und der daselbst bestehenden Gesang- und Musikvereine ;

3^o à la ville de Vianden un subside de fr. 500 dans l'intérêt de ses école et société de musique vocale et instrumentale ;

4° Der Gemeinde Fels ein Subsid von 550 Franken zu Gunsten der Musikschule und des Musikvereins.

Die Gemeinde-Verwaltungen besagter Städte und Gemeinden werden obige Subside vertheilen.

Art 2. — Nachstehende Subside sind den Gesangs- und Musik-Vereinen der andern Ortschaften des Großherzogthums bewilligt :

- 1° 50 Fr. dem „Cäcilien-Verein“ zu Grevenmacher ;
- 2° 325 Fr. dem Gesangs- und Musik-Verein zu Wiltz ;
200 Fr. dem Gesangs- und Musik-Verein zu Niederwiltz ;
- 3° 275 Fr. dem Gesangs- und Musikverein zu Clersf ;
- 4° 250 Fr. dem Musik-Verein zu Mersch ;
- 5° 180 Fr. dem Musik-Verein „Orania“ zu Colmar-Berg ;
- 6° 200 Fr. dem Musik-Verein zu Diekirch ;

100 Fr. dem Gesangs-Verein „Sängerbund“ zu Diekirch ;
- 7° 300 Fr. dem Musik-Verein zu Ettelbrück ;

75 Fr. dem Gesangs-Verein zu Ettelbrück ;
- 8° 100 Fr. dem Musik-Verein zu Esch a. d. S. ;
- 9° 150 Fr. dem Gesangs- und Musik-Verein zu Hosingen ;
- 10° 100 Fr. dem Musik-Verein zu Grosbous ;
- 11° 125 Fr. dem Musik-Verein zu Bettborn ;
- 12° 180 Fr. dem Gesangs- und Musik-Verein zu Esch a. d. Alzette ;
- 13° 180 Fr. dem Musik-Verein des Hüttenwerks zu Eich ;
60 Fr. dem Gesangs-Verein zu Weimerskirch ;
75 Fr. dem Gesangs-Verein zu Dommeldingen ;

4° à la commune de Larochette un subside de fr. 550 dans l'intérêt de l'école de musique et de la société philharmonique du dit lieu.

Les administrations de chacune de ces villes et communes feront la répartition de ces subsides.

Art. 2. — Les subsides suivants sont accordés aux sociétés de musique vocale et instrumentale des autres localités du Grand-Duché, savoir :

- 1° 50 fr. à la société de chant dite « Cæcilien-Verein » de Grevenmacher ;
- 2° 325 fr. à la société de musique vocale et instrumentale de Wiltz ;
200 fr. à la société de musique vocale et instrumentale de Niederwiltz ;
- 3° 275 fr. à la société de musique vocale et instrumentale de Clervaux ;
- 4° 250 fr. à la société de musique instrumentale de Mersch ;
- 5° 180 fr. à la société de musique instrumentale dite « Orania » de Colmar-Berg ;
- 6° 200 fr. à la société philharmonique de Diekirch ;

100 fr. à la société de chant dite « Sängerbund » de Diekirch ;
- 7° 300 fr. à la société de musique instrumentale d'Ettelbruck ;

75 fr. à la société de chant d'Ettelbruck ;
- 8° 100 fr. à la société de musique instrumentale d'Esch s/S. ;
- 9° 150 fr. à la société de musique vocale et instrumentale de Hosingen ;
- 10° 100 fr. à la société de musique instrumentale de Grosbous ;
- 11° 125 fr. à la société de musique instrumentale de Bettborn ;
- 12° 180 fr. à la société de musique instrumentale d'Esch-sur-l'Alzette ;
- 13° 180 fr. à la société de musique instrumentale (Usines d'Eich) ;
60 fr. à la société de chant de Weimerskirch ;
75 fr. à la société de chant de Dommeldange ;

14° 150 Fr. dem Musik-Verein von Niederkerfchen (Fanfaren „Orania“);

15° 150 Fr. dem Musik-Verein zu Schleismühl;

50 Fr. dem Gesang-Verein „Orpheon“ zu Schleismühl;

16° 100 Fr. der Choralgesellschaft „Cäcilien-Verein“ zu Redingen;

17° 100 Fr. dem Gesang-Verein zu Walferdingen;

18° 75 Fr. dem Gesang-Verein zu Hollerich;

19° 200 Fr. dem Musik-Verein zu Remich (Concordia);

200 Fr. dem Musik-Verein zu Remich (St. Cäcilia);

20° 50 Fr. einem jeden der Gesang-Vereine von Contern, Oetringen, Itzig, Merl, Kehlen, Rollingen (Felsenkranz), Hostert, Niederanven, Sandweiler, Bastendorf, Mœstroff, Niederfeulen, Helzingen, Holz, Perl, Wolwelingen Saül, Burglinster, Stadtbredimus, Ehnen und Wormeldingen;

21° 25 Fr. dem Gesang-Verein (Pompiercorps) zu Niederanven.

Art. 3. — Dem Allgemeinen Musikverein des Großherzogthums ist ein Subsid von 400 Fr. bewilligt.

Art. 4. — Der Gesang- und Musikgesellschaft des Athenäums ist ein Subsid von 400 Franken und jedem der Gesangvereine der beiden Progymnasien zu Diekirch und Echternach ein Subsid von 100 Franken bewilligt.

Art. 5. — Die vorerwähnten Subside werden sofort auf Art. 167 des Ausgaben-Budgets des laufenden Dienstjahres verrechnet.

Die in obigen Art. 1 und 2 benannten Subside werden zu Gunsten der Bürgermeister und Schöffen der betreffenden Gemeinden, und die im Art. 4 zu Gunsten des Professor-Gérant der betreffenden Anstalten liquidirt. Das dem Allgemeinen Musikverein bewilligte Subsid wird zu Gunsten des Central-Ausschusses besagten Vereins liquidirt.

14° 150 fr. à la société de musique instrumentale dite « Fanfares Orania » de Bascharage;

15° 150 fr. à la société de musique instrumentale de Schleismühl;

50 fr. à la société de chant dite « Orphéon » de Schleismühl;

16° 100 fr. à la société chorale « St.-Cécile » de Redange;

17° 100 fr. à la société de chant de Walferdange;

18° 75 fr. à la société de chant de Hollerich;

19° 200 fr. à la société de musique dite « Concordia » de Remich;

200 fr. à la société de musique dite « St. Cécile » de Remich;

20° 50 fr. à chacune des sociétés de chant de Contern, Oetrange, Itzig, Merl, Kehlen, Rollingen (Felsenkranz), Hostert, Niederanven, Sandweiler, Bastendorf, Mœstroff, Niederfeulen, Hachiville, Holz, Perlé, Wolwelingen, Saül, Bourglinster, Stadtbredimus, Ehnen et Wormeldange;

21° 25 fr. à la société de chant (corps de pompiers) de Niederanven.

Art. 3. — Il est accordé à l'Union musicale du Grand-Duché un subside de 400 fr.

Art. 4. — Il est accordé à la société de musique vocale et instrumentale de l'Athénée un subside de 400 fr. et à la société de musique vocale de chacun des deux progymnases de Diekirch et d'Echternach un subside de 100 fr.

Art. 5. — Les subsides susmentionnés seront liquidés immédiatement et imputés sur l'art. 167 du budget des dépenses de l'exercice courant.

Les subsides mentionnés aux art. 1 et 2 du présent arrêté seront liquidés au profit des bourgmestre et échevins des communes intéressées, et ceux mentionnés à l'art. 4 le seront au profit des professeurs-gérants des établissements intéressés.

Le subside alloué à l'Union musicale sera liquidé au profit du Comité central de la dite « Union musicale ».

Art. 6. — Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Memorial“ eingeüßt werden.

Luxemburg den 4. November 1875.

Der General-Director der Justiz,
Alph. Funck.

Art. 6. — Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 4 novembre 1875.

Le Directeur général de la justice,
Alph. FUNCK.

PARTIE GÉNÉRALE DU RAPPORT

de la Commission nommée par arrêté de M. le Directeur général de la justice du 29 juin 1875 (Mémorial, II, N° 31) et chargée d'inspecter les écoles et sociétés de chant et de musique subsidées par le Gouvernement.

La Commission s'est mise en rapport avec les administrations communales respectives, pour fixer, d'accord avec celles-ci, les jours et heures de l'inspection des différentes écoles et sociétés.

Elle a demandé à toutes les sociétés :

- 1° la liste nominative des membres-exécutants avec indication de l'instrument ou respectivement de la partie de chant ;
- 2° le règlement des sociétés, avec indication des jours et heures de leçon et des répétitions d'ensemble, avec indication du local où elles ont lieu ;
- 3° le budget des recettes et des dépenses des sociétés ;
- 4° une notice historique sur le passé des sociétés (fondation, réorganisation etc.).

Les sociétés se sont empressées de répondre à notre invitation.

A l'inspection nous avons fait exécuter par chaque société deux morceaux à son choix, puis, pour juger du degré d'instruction musicale proprement dite, nous avons préparé pour les harmonies et fanfares : une marche ; pour les sociétés chorales : un solfège à 4 parties ; et pour les écoles de musique : un solfège à 2 parties que nous avons fait exécuter à vue.

Pour terminer, les sociétés instrumentales ont joué un pas redoublé à leur choix.

Nous avons établi les rubriques suivantes pour juger de toutes les qualités des différentes sociétés :

Accord	10 bons points.
Rythme	10 »
Belle sonorité	10 »
Homogénéité	10 »
Phrase musicale	10 »
Solistes pour les sociétés instrumentales . . . }	10 »
Prononciations pour les sociétés de chant . . }	
Exécution artistique et nuances	20 »
Lecture à vue	20 »

Total. . . . 100 points.

Nous rendrons d'abord compte de chaque société, dans l'ordre de notre inspection, en nous attachant plus particulièrement :

- a) à examiner l'organisation des sociétés,
- b) à établir les ressources dont elles disposent ;
- c) à apprécier les progrès qu'elles ont faits dans l'art musical, et
- d) à proposer les améliorations dont elles sont susceptibles.

Nous classerons ensuite les sociétés par ordre de mérite en indiquant tous les points obtenus de l'échelle ci-dessus. Nous terminerons notre rapport par les conclusions que l'inspection nous a suggérées.

Voici l'ordre de l'inspection :

- 1° Colmar-Berg. Fanfare « Orania ».
- 2° Ettelbruck. « La Lyre ». société chorale.
- 3° id. Société philharmonique (harmonie).
- 4° Clervaux. id. id.
- 5° Wiltz. a) id. id.
» b) section de chant.
- 6° Niederwiltz. Fanfare.
- 7° Diekirch. Sængerbund.
- 8° id. Société philharmonique (harmonie).
- 9° Echternach. Harmonie de la ville.
- 10° id. Liedertafel. Société chorale.
- 11° id. Turnverein. Fanfare.
- 12° Grevenmacher. Harmonie de la ville.
- 13° Eich. Fanfare de l'usine.
- 14° Weimerskirch. Société de chant.
- 15° Dommeldange. id.
- 16° Remich. Concordia. Fanfare.
- 17° id. S^{te} Cécile. id.
- 18° Larochette. École, symphonie, harmonie, chœur.
- 19° Mersch. Société philharmonique, harmonie.
- 20° Rollingen. Felsenkranz. Société chorale.
- 21° Vianden. Harmonie, école.
- 22° id. « Unter uns » chœur.
- 23° Esch-sur-l'Alzette. Fanfare.

Sociétés de musique instrumentale classées par ordre de mérite.

N° D'ORDRE.	SOCIÉTÉS.	Accord.	Rythme.	Belle sonorité.	Homogé- néité.	Phrase.	Solistes.	Exécution artistique et nuances.	Lecture à vue.	TOTAL.
	Maximum des points. .	10	10	10	10	10	10	20	20	100
1	Larochette, soc. philharm. harmonie	8½	9	10	9	9	10	18	19	92½
	» soc. philharm. symphonie	8	9	9	9	9	9	18	(17*)	88
2	Wiltz, harmonie	10	10	10	9	8	9	14½	17	87½
3	Vianden, harmonie	10	8	9	9	9	8	15	19	87
4	Mersch, harmonie.	10	9	8	8	8	8	16	19	86
5	Niederwiltz, fanfare	8	9	9	8	8	8	13	20	85
6	Echternach, harmonie	8	9	8	8	8	9	15	19	84
7	Eich, fanfare	8	7	8	7	8	8	15	15	76
8	Clervaux, harmonie	8	8	8	8	7	7	15	13	74
9	Remich, Concordia, fanfare. . . .	8	7	8	8	7	7	14	14	73
10	Esch-sur-l'Alzette, fanfare	6	7	7	7	7	7	16	15	72
11	Diekirch, harmonie	6½	7	6	5½	7	6	13	15	66
12	Remich, St Cécile, fanfare	6	6	5	5	5	5	10	8	50
13	Ettelbruck, harmonie.	5	6	4	4	6	5	10	9	49
14	Colmar-Berg, fanfare.	4	6	3	3	3	3	6	8	36
15	Echternach, Turnverein, fanfare .	4	6	3	3	4	2	5	8	35

*) La commission, ne s'attendant pas à trouver une symphonie, n'avait pas préparé d'exercices de lecture à vue. Nous avons donc donné à cette colonne la moyenne des points obtenus dans les autres colonnes.

Sociétés de chant classées par ordre de mérite.

N° D'ORDRE.	SOCIÉTÉS.	Accord.	Rythme.	Belle sonorité.	Homogé- néité.	Phrase.	Pronon- ciation.	Exécution artistique et nuances.	Lecture à vue.	TOTAL.
	Maximum des points. .	10	10	10	10	10	10	20	20	100
1	Larochette, Chœur mixte	10	8	9	9	9	8	15	20	88
2	Vianden « Unter uns »	8	8	8	8	7	8	16	(16)	79
3	Wiltz.	8	7½	7	7	7	7	14	18	75½
4	Ettelbruck, Lyra	8½	8	8	6½	8	9	17	9	74
5	Dommeldange	8	8	8	7	7	8	15	10	72
6	Diekirch, Sängerbund	7½	6½	6	5½	6½	7	13	10	62
7	Weimerskirch	7½	7	7	7	4	6	10	12	60½
8	Echternach, Liedertafel	7	7	6	5	6	4	12	8	55
9	Rollingen, Felsenkranz	5	6	6	7	6	6	10	—	46

Depuis 1852, date du premier concours de musique dans le Grand-Duché, l'art musical a fait d'immenses progrès, des progrès incontestables dans le pays entier.

Nous avons eu mission d'inspecter 26 sociétés subsidiées; le Gouvernement accorde des subsides à 31 autres sociétés: voilà un total de près de 60 sociétés subsidiées, sans compter les sociétés de musique et de chant de la ville de Luxembourg et les sociétés non subsidiées.

Les sociétés que nous avons vues cultivent la musique avec amour et dévouement; et quand on tient compte de la circonstance que la plupart des exécutants appartiennent à la classe ouvrière, la musique, considérée comme moyen de civilisation et de moralisation, porte des fruits heureux dans le pays.

Dans l'ensemble, les résultats obtenus par les sociétés sont très satisfaisants. En effet, dans la lecture à vue, cette pierre de touche du musicien, 15 sociétés sur 23 ont obtenu plus de la moitié des points; quelques-unes ont subi mêmes cette épreuve d'une manière parfaite.

Sur 20 points pour lecture irréprochable, 2 sociétés ont obtenu 20 bons points, savoir: Niederwiltz, fanfare, et Larochette, chœur.

4 sociétés ont obtenu 19 bons points: Echternach, harmonie; Larochette, harmonie; Mersch, fanfare; et Vianden, harmonie.

1 société a obtenu 18 bons points: Wiltz, chœur.

1 » » 17 » Wiltz, harmonie.

2 » » 15 » Diekirch, harmonie, et Eich, fanfare.

1 » » 14 » Remich, Concordia, fanfare.

1 » » 13 » Clervaux, harmonie.

1 » » 12 » Weimerskirch (chœur).

2 » » 10 » Diekirch, chœur, et Dommeldange, chœur.

Ces progrès en général constatés, disons qu'il reste cependant bien des choses à améliorer.

Parmi les 15 sociétés de musique, il y a 7 harmonies et 8 fanfares. Il serait à souhaiter que les bonnes fanfares (comme la Concordia de Remich p. ex.) tâchent de se transformer en harmonies. Les fanfares ne devront rester que dans les agglomérations d'ouvriers, où les éléments sont moins stables, moins permanents.

Toutes les écoles de musique ne répondent pas à l'intention du Gouvernement, qui leur accorde cependant des subsides élevés.

L'école de Larochette fait en tous points ce que l'on peut attendre d'une localité de 1300 habitants; elle est bien organisée et l'instruction y est donnée par un professeur capable et actif.

L'école de Vianden se borne à donner des leçons d'instruments et des leçons de solfège, cette base indispensable de tout enseignement musical. Nous y avons trouvé quelques très bons instrumentistes.

L'école d'Echternach forme quelques futurs exécutants pour l'harmonie, comme le font la plupart des sociétés (Wiltz et Niederwiltz p. ex.), qui, pour cela, ne se donnent cependant pas le titre d'école.

Les solistes sont généralement faibles. Pour les encourager et les obliger à étudier et à se

perfectionner, les directeurs feraient bien de choisir des morceaux dans lesquels les solistes ont une part plus large. Non seulement que l'ensemble y gagnerait nécessairement par le développement du mécanisme, mais les parties d'accompagnement apprendraient à y faire les nuances plus délicates, et l'ensemble prendrait un cachet artistique.

Beaucoup de sociétés ont un *mauvais choix de morceaux*; le plus souvent ce sont des copies mal faites sur d'anciens arrangements. Les chefs n'ont pas toujours l'occasion de se procurer de bons morceaux appropriés à la force de leurs exécutants.

Nous émettons le vœu que le Gouvernement veuille bien, à titre d'encouragement, distribuer aux sociétés de bons morceaux de musique et leur en imposer l'étude.

Un plus grand répertoire permettrait en même temps aux sociétés d'exercer la *lecture à vue* en parcourant de nouveaux morceaux, même sans en approfondir l'étude.

Nous constatons avec plaisir que toutes les sociétés (sauf une) se sont soumises avec *empressement* aux différentes épreuves que nous avons cru devoir leur faire subir; qu'elles ont accepté avec déférence nos conseils et nous espérons qu'elles tiendront bonne note de nos observations.

Les présidents de plusieurs sociétés ont émis le vœu que le Gouvernement *fasse plus souvent inspecter* les corps de musique pour les stimuler. D'autres sont d'avis que l'inspection à la sortie de l'hiver vaudrait mieux que celle en été, où les exécutants sont généralement moins assidus aux répétitions qu'en hiver.

Les finances de presque toutes les sociétés sont dans un état défavorable; les musiques instrumentales sont obérées par l'achat des instruments les plus indispensables et par le traitement du chef qui absorbe, à lui seul, la majeure partie des ressources.

Dans toutes les sociétés, à quelques exceptions près, les membres exécutants s'imposent de très fortes cotisations.

Plusieurs endroits ont *deux sociétés* de musique. La *rivalité* dégénère quelquefois en *hostilité*.

Il y a des gens qui veulent rendre la musique responsable de ces dissentiments. Cependant, quand on va au fond des choses, ce n'est pas la musique qui a amené le désaccord; les causes sont ailleurs et la *musique* en est presque toujours la *victime*.

Une dernière considération.

Il y a quelques sociétés qui certainement n'auront pas un avenir brillant. Mais comme la musique est un élément éminemment civilisateur, les petites sociétés dans leur modeste milieu remplissent le même but que les bonnes sociétés dans les centres plus grands. Nous avons partout constaté le vif intérêt que les populations de petits endroits portent à leurs sociétés.

Nous nous permettons par conséquent de prier le Gouvernement de bien vouloir continuer aux petites localités les subsides pour leurs sociétés de musique.

Luxembourg, le 27 septembre 1875.

La Commission d'inspection :

F. ENGELHARDT,
Professeur à l'Athénée
royal d'Arlon.

A. ZINNEN,
Directeur de l'école de musique
de la ville de Luxembourg.

Ph. DECKER,
Professeur de musique
à l'Athénée de Luxembourg.

Bekanntmachung. — Wilhelm-Engenburger-Eisenbahngesellschaft.

Nummern der bei der Verloosung vom 27. v. Mts. hervorgegangenen zu tilgenden Urkunden:

1° Alte, zu 500 Franken vom 3 Januar 1876 ab rückzahlbare Actien:

N^o 4,161 à 4,180. 20
11,561 à 11,580. 20

2° Privilegierte, zu 150 Franken vom 3. Januar 1876 ab rückzahlbare Actie:

N^o 225. 1

3° 3procentige, zu 500 Fr. vom 2. Nov. 1875 ab rückzahlbare Obligationen:

N^o 701 à 710. 10
9,911 à 9,920 10
11,741 à 11,750 10
11,981 à 11,990 10
14,491 à 14,500 10
21,620 à 21,623 4
23,450 à 23,459 10
26,820 à 26,829 10
28,350 à 28,359 10
35,541 à 35,550 10
36,481 à 36,490 10
39,881 à 39,886 6
42,511 à 42,520 10
46,251 à 46,260 10
47,901 à 47,910 10

4° 5procentige, zu 625 Fr. vom 2. Nov. 1875 ab rückzahlbare Obligationen:

N^o 6,961 à 6,970 10
7,731 à 7,740 10
9,101 à 9,107 7
14,321 à 14,330 10
25,441 à 25,450 10

Die Rückzahlung wird stattfinden:
zu Paris, bei der Ostbahn-Gesellschaft,
zu Lyon, bei der Gesellschaft Crédit Lyonnais,

Avis. — Société des chemins de fer Guillaume-Luxembourg.

Numéros des titres sortis au tirage du 27 octobre 1875 pour être amortis:

1° Actions anciennes remboursables à 500 frs. à partir du 3 janvier 1876.

2° Action privilégiée remboursable à 150 frs. à partir du 3 janvier 1876.

3° Obligations 3%, remboursables à 500 frs. à partir du 2 novembre 1875.

52,141 à 52,150 10
53,331 à 53,340 10
55,226 à 55,230 5
60,141 à 60,150 10
66,701 à 66,702 2
68,161 à 68,170 10
73,881 1
75,851 à 75,860 10
79,271 à 79,280 10
83,591 à 83,600 10
85,441 à 85,450 10
90,951 à 90,954 4
92,201 à 92,210 10
95,701 à 95,710 10

—252

4° Obligations 5%, remboursables à 625 frs. à partir du 2 novembre 1875.

—47

Le remboursement s'effectuera:
à Paris, à la C^{ie} des chemins de fer de l'Est,
à Lyon, à la société du Crédit Lyonnais,

zu Brüssel, bei der Succursale der Bank von
Paris und der Niederlande,
zu Luxemburg, bei Hrn. Krewinkel.

Luxemburg den 10. November 1875.

Der General-Director der Justiz,
Alph. Funck.

à Bruxelles, à la succursale de la banque de
Paris et des Pays-Bas,
à Luxembourg, chez M. Krewinkel.

Luxembourg, le 10 novembre 1875.

Le Directeur général de la justice,
Alph. FUNCK.

Bekanntmachung. — Ackerbau-Commission.

Die Großherzogl. Ackerbau-Commission wird am
Donnerstag, den 2. December d. J., 10 Uhr
Vormittags, in ihrem Locale (Regierungsgebäude)
zu Luxemburg zu einer General-Verammlung zu-
sammentreten. — Diejenigen, welche derselben
Mittheilungen zu machen oder Anträge zu stellen
haben, werden hiermit ersucht, solche vor ge-
nanntem Tage an dieselbe gelangen zu lassen.

Luxemburg den 11. November 1875.

Der Staatsminister, Präsident der
Regierung,
F. de Blochausen.

Avis. — Commission d'agriculture.

La commission d'agriculture du Grand-Duché
se réunira le jeudi, 2 décembre prochain, à 10
heures du matin, dans son local à l'hôtel de Gou-
vernement à Luxembourg. — Les personnes qui
auraient des demandes ou des propositions à lui
adresser, sont priées de les lui faire parvenir pour
le dit jour.

Luxembourg, le 11 novembre 1875.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.

Bekanntmachung. — Versicherungswesen.

Hr. Johann Pflug, ohne Stand zu Strassen,
ist als Agent der belgischen Versicherungsgesell-
schaft « Assurances générales » bestätigt worden.

Hr. Michel Hohengarten zu Luxemburg ist nicht
mehr Unteragent der Versicherungsgesellschaft
« Les Propriétaires réunies ».

Luxemburg den 10. November 1875.

Der General-Director der Justiz,
Alph. Funck.

Avis. — Assurances.

M. Jean Pflug, sans état à Strassen, a été agréé
comme agent d'assurances de la compagnie belge
« Assurances générales ».

M. Michel Hohengarten de Luxembourg, cesse
d'être sous-agent de la compagnie d'assurances
dite « Les Propriétaires réunis ».

Luxembourg, le 10 novembre 1875.

Le Directeur général de la justice,
Alph. FUNCK.

Bekanntmachung. — Domänen.

Die Einregistrierungs- und Domänen-Verwal-
tung ist beauftragt in Gemäßheit des Gesetzes
vom 17. December 1853, eine rechts an der
Straße von Clerf nach derjenigen von Wiltz gegen
Norden, am Ausgange von Clerf, Ort genannt
„In der Dricht“ gelegene, 1 Ar 53 Centiaren
große Domänial-Parcelle zu verkaufen.

Luxemburg den 10. November 1875.

Der Staatsminister, Präsident der
Regierung,
F. de Blochausen.

Avis. — Domaines.

L'administration de l'enregistrement et des
domaines est chargée de vendre, conformément
à la loi du 17 décembre 1853, une parcelle doma-
niale située à droite de la route de Clervaux à
celle de Wiltz vers le nord, à la sortie de Clervaux,
lieu dit « In der Dricht », d'une contenance de 1
are 53 centiares.

Luxembourg, le 10 novembre 1875.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.

Nichtamtliche Mittheilungen. — Publications non officielles.

EXTRAIT publié en conformité de l'art. 24 de la loi du 17 décembre 1859.

D'un exploit du ministère de l'huissier Thyès de Mersch, en date du 2 novembre 1875, il appert qu'à la requête de l'État du Grand-Duché de Luxembourg, poursuites et diligences de la Société anonyme des chemins de fer des bassins houillers du Hainaut, établie à Bruxelles, représentée par son président du Conseil d'administration, M. Simon Philippart, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, et respectivement de la Société anonyme des chemins de fer Prince Henri, établie à Luxembourg, représentée par son administrateur délégué, M. François-Emile Majerus, demeurant à Colmar-Berg, il a été formé contre :

1° Jean Kinckels, entrepreneur ; 2° François Gonner, cultivateur ; 3° Michel Schmitgen, cultivateur, et son épouse Susanne Lisch, sans état ; 4° Georges Welter, cultivateur ; 5° Pierre Daubenfeld, menuisier ; et 6° Jean-Pierre Huberty, cultivateur, tous demeurant à Bissen ; une demande en expropriation pour cause d'utilité publique, ayant pour objet les parcelles ci-après désignées, situées sur le territoire de la commune de Bissen, savoir :

1° a) une parcelle de 19 ares 58 centiares, dont 15 ares 89 centiares pour la voie et 3 ares 49 centiares pour excédant à droite, à emprendre dans une pièce de terre labourable, au lieu dit « Oligsberg », entre Mathias Glodt et différents, n° 20 du plan parcellaire, portée au cadastre section B, n° 115/536, ayant une contenance totale de 59 ares 20 centiares ; b) une parcelle de 9 ares 84 centiares à emprendre dans une baie à écorces, au même lieu dit, entre Georges Faber et inconnus, n° 21 du plan parcellaire, portée au cadastre section B, n° 112, ayant une contenance totale de 30 ares 90 centiares ; ces deux immeubles appartenant à l'assigné Jean Kinckels ;

2° une parcelle de 9 ares 10 centiares dont 8 ares 16 centiares pour la voie et 94 centiares pour excédant à droite, à emprendre dans une pièce de terre labourable au lieu dit « Muhlenberg », entre Nicolas Hames et Jacques Lisch, n° 41 du plan parcellaire, portée au cadastre section B, n° 1291, ayant une contenance totale de 10 ares 60 centiares, appartenant à l'assigné François Gonner ;

3° une parcelle de 5 ares 89 centiares, dont 4 ares 60 centiares pour la voie et 1 are 29 centiares pour excédant à droite, à emprendre dans une pièce de terre labourable, au même lieu dit, entre Mathias Engel et François Gonner, n° 48 du plan parcellaire, porté au cadastre, section B, n° 1292, ayant une contenance totale de 6 ares 70 centiares, appartenant à l'assigné Michel Schmitgen ;

4° une parcelle de 10 ares 20 centiares, dont 7 ares 86 centiares pour la voie et 2 ares 54 centiares pour excédant à droite, à emprendre dans un jardin au même lieu dit, entre Mathias Engel, François Gonner et Etienne Bartholé, n° 49 du plan parcellaire, portée au cadastre section B, n° 1296, ayant une contenance totale de 8 ares 90 centiares, appartenant aux assignés époux Schmitgen-Lisch ;

5° une parcelle de 1 are 18 centiares, dont 1 are 16 centiares pour la voie et 02 centiares pour excédant à droite, à emprendre dans un jardin, au lieu dit « hinter der Kirche », entre Jean Trausch et Pierre Daubenfeld, n° 69 du plan parcellaire, porté au cadastre section B, n° 1580, 1581 et 1582, ayant une contenance totale de 12 ares, appartenant à l'assigné Georges Welter ;

6° une parcelle de 1 are 55 centiares, dont 1 are 17 centiares pour la voie et 18 centiares pour excédant à droite, à emprendre dans un jardin, au même lieu dit, entre Schwartz les héritiers et Georges Welter, n° 70 du plan parcellaire, porté au cadastre section B, n° 1585, ayant une superficie totale de 9 ares 70 centiares, appartenant au défendeur Pierre Daubenfeld ;

7° une parcelle de 7 ares 94 centiares, dont 6 ares 45 centiares pour la voie et 1 are 49 centiares pour excédant à droite, à emprendre dans un jardin, au même lieu dit, entre le chemin et Anne Huberty, n° 73 du plan parcellaire, porté au cadastre section B, n° 1585, ayant une superficie totale de 12 ares 90 centiares, appartenant au défendeur Jean-Pierre Huberty.

Les indemnités d'expropriation, offertes par la partie poursuivante contre cession des dites parcelles, sont de :

1° fr. 1163,40 pour la parcelle à emprendre, reprise sub N° 1 litt. a ; 2° fr. 255,84 pour celle reprise sub N° 1 litt. b ; 3° fr. 637,00 pour celle reprise sub N° 2 ; 4° fr. 412,50 pour celle reprise sub N° 3 ; 5° fr. 1020,00 pour celle reprise sub N° 4 ; 6° fr. 139,50 pour celle reprise sub N° 5 ; 7° fr. 189,00 pour celle reprise sub N° 6 ; 8° fr. 1588,00 pour celle reprise sub N° 7.

Pour extrait conforme,
L'avocat-avoué de la partie poursuivante,
Wilh. LEIBFRIED.

Marktpreise. — 2. Hälfte des Monats September 1875.

Bezeichnung der Lebensmittel u. dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von								
		Luxem- burg.	Die- stich.	Witz.	Ettel- brück.	Echter- nach.	Remich	Mersch.	Greven- macher.	Fisch- a. d. A.
Weizen	Hektoliter	22 89	24 00	"	24 00	24 39	19 23	"	"	23 00
Mischelfrucht . .	—	20 56	19 00	"	22 00	21 87	17 75	"	"	20 00
Roggen	—	15 68	15 00	15 75	19 00	15 25	"	"	"	15 50
Gerste	—	15 00	12 50	"	"	"	"	"	"	"
Spelz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Heidekorn	—	"	11 50	12 00	"	"	"	"	"	"
Hafer	—	8 86	8 00	8 70	9 00	8 06	8 75	"	7 50	9 00
Erbisen	—	20 00	17 00	"	"	17 12	"	"	"	"
Bohnen	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Linsen	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Kartoffeln	—	5 62	4 00	"	"	"	6 00	"	4 00	4 50
Weizen-Mehl . . .	Kilogr.	0 47	0 42	0 50	0 50	0 45	0 42	"	0 50	0 50
Mischel-Mehl . . .	—	0 45	0 36	0 42	0 40	0 38	0 38	"	0 35	0 45
Roggen-Mehl . . .	—	0 35	"	0 32	0 30	"	"	"	"	"
Geschälte Gerste . .	—	0 85	"	"	"	"	"	"	"	"
Butter	—	2 50	2 50	2 30	2 40	2 32	2 30	2 40	2 40	2 60
Eier	Dugend.	1 00	0 80	0 70	0 80	0 93	1 00	1 10	1 20	1 10
Heu	100 Kilo.	11 40	"	"	"	"	"	"	"	"
Stroh	—	7 30	"	"	"	"	"	"	"	"
Buchenholz	Stere.	14 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Eichenholz	—	12 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Weichholz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ochsenfleisch . . .	Kilogr.	1 70	1 20	1 20	1 40	1 20	"	1 70	"	"
Ruh- od. Rindfleisch	—	1 45	1 10	"	1 20	1 20	1 00	1 60	1 20	1 30
Kalb- und Hammelfleisch	—	1 60	1 50	1 05	1 40	1 27	1 10	1 20	1 20	1 40
Hammeleis	—	1 75	1 30	1 45	1 50	1 40	1 40	"	1 40	1 60
Schweinefleisch . .	—	1 90	1 50	1 40	"	1 40	"	"	"	1 60

Luxemburg. — Druck von B. B. d.